

JUILLET 2021

**IDRC · CRDI**International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international**institute of
development
studies**

Research for Policy and Practice Report Covid-19 Responses for Equity (CORE)

L'impact de la COVID-19 sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire

Avant-propos

Les études sur les moyens de subsistance et les systèmes alimentaires depuis le début de la pandémie mondiale en 2020 ont montré un schéma constant : les principaux risques pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance se situent au niveau des ménages. La COVID-19 a un impact important sur la production des ménages et sur l'accès à des aliments nutritifs et de qualité, en raison des pertes de revenus, combinées à l'augmentation des prix des denrées alimentaires, et des restrictions aux mouvements des personnes, des intrants et des produits.

Les études comprises dans le *Research for Policy and Practice Report* et soutenues par le programme Covid-19 Responses for Equity (CORE) du CRDI s'étendent sur plusieurs continents et sont coordonnées par des organismes de recherche de premier plan ayant une compréhension détaillée de la dynamique des systèmes alimentaires locaux et des questions connexes d'équité et de moyens de subsistance dans leurs régions :

- L'impact de la pandémie de COVID-19 sur les moyens de subsistance en Afrique subsaharienne – African Economic Research Consortium (AERC).
- Soutien aux petites et moyennes entreprises, à la sécurité alimentaire et à l'évolution des mécanismes de protection sociale pour faire face à la COVID-19 au Pakistan – Sustainable Development Policy Institute (SDPI).
- Impact de la COVID-19 sur l'agriculture familiale et la sécurité alimentaire en Amérique latine : interventions de politique publique fondées sur des données probantes – Latin American Center for Rural Development (Rimisp).

Ensemble, ces études montrent que les personnes les plus durement touchées, tant dans les zones rurales qu'urbaines, sont souvent des femmes et des personnes travaillant dans l'économie informelle. Elles dégagent également les principaux enseignements et les actions prioritaires à entreprendre pour répondre aux défis de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance d'une manière qui tient compte de l'informalité et de la dynamique des genres, afin que les systèmes alimentaires deviennent équitables et résilients :

- Pour atténuer les répercussions de la COVID-19 sur les moyens de subsistance et les systèmes alimentaires, les pays doivent répondre aux besoins immédiats de sécurité alimentaire et de revenus de leurs populations rurales et urbaines vulnérables, maintenir les marchés agricoles ouverts et les échanges commerciaux fluides, et aider les petits exploitants agricoles et les petites et moyennes entreprises à poursuivre leurs activités.



Les gens font la queue pour acheter des tortillas dans un magasin local après qu'un confinement a été ordonné par le président du Guatemala pour contenir la COVID-19.

PHOTO: DANIEL HERNANDEZ-SALAZAR/SHUTTERSTOCK

- Les mesures de protection sociale adaptative peuvent renforcer la résilience des ménages ruraux et urbains face aux impacts des grands chocs naturels et humains, tels que les pandémies, mais il faut s'attaquer aux inégalités structurelles pour que ces mesures atteignent les populations les plus pauvres et les plus vulnérables.
- Une attention particulière doit être accordée aux femmes et aux jeunes, qui sont plus susceptibles de travailler dans le secteur informel, ont des revenus plus faibles et jouent souvent un rôle central dans la reproduction des ménages et l'économie des soins.
- La COVID-19 est l'occasion de repenser les politiques visant à garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la reprise économique, conformément à l'engagement pris dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies consistant à « ne laisser personne pour compte ».

Le concept de « reconstruire en mieux » est déjà devenu un cliché bien usé depuis le début de la pandémie, mais ces études montrent qu'il est possible de considérer cette crise comme une occasion de réforme fondamentale et de création d'un avenir alimentaire plus juste et durable.

John Thompson

Chercheur principal, avenir du monde rural, Institute of Development Studies

LECTURES COMPLÉMENTAIRES :

Carreras, M.; Saha, A. and Thompson, J. (2020) *Rapid Assessment of the Impact of Covid-19 on Food Systems and Rural Livelihoods in Sub-Saharan Africa*, APRA Covid-19 Synthesis Report 1, Brighton: Future Agricultures Consortium

Ebata, A.; Nisbett, N. and Gillespie, S. (2021) 'Food Systems After Covid-19', *IDS Bulletin* 52.1: 73–94, DOI: [10.19088/1968-2021.107](https://doi.org/10.19088/1968-2021.107)

FAO (2021) *Agricultural Livelihoods and Food Security in the Context of Covid-19: Results from Household Surveys in 11 Countries with High Pre-Existing Levels of Food Insecurity*, Rome: UN Food and Agriculture Organization

Swinnen, J. and McDermott, J. (eds) (2020) *Covid-19 and Global Food Security*, Washington DC: International Food Policy Research Institute

Les effets de la pandémie de COVID-19 sur les moyens de subsistance en Afrique subsaharienne

La pandémie de COVID-19 et les politiques d'intervention pour contenir sa propagation ont eu un impact négatif sur les moyens de subsistance et les systèmes alimentaires en Afrique. De nouvelles recherches indiquent qu'il est désormais urgent de mettre davantage l'accent sur les préparatifs précoces de lutte contre les éclosions de maladies infectieuses, qui comprennent également des systèmes de protection sociale adéquatement ciblés.

L'African Economic Research Consortium (AERC) a contribué à ce débat avec une étude sur l'impact de la COVID-19 sur l'extrême pauvreté et l'inégalité des revenus, basée sur de vastes enquêtes auprès de ménages représentatifs au niveau national dans cinq pays africains. L'analyse par l'AERC des changements quotidiens dans la mobilité des personnes, des données épidémiologiques, de la compréhension de la pandémie par les communautés, de la violence liée au confinement et d'autres données socio-économiques, a produit des renseignements cruciaux pour les décideurs qui devront gérer la pandémie à l'avenir.

- Les résultats montrent que les diverses mesures prises par les autorités gouvernementales pour contenir la pandémie, telles que le confinement pour limiter la mobilité des personnes, la fermeture des frontières et la fermeture ou la réduction des activités de certaines entreprises et administrations publiques, ont entraîné des récessions économiques, des pertes d'emplois et de revenus, et poussé des millions de personnes au bord de la pauvreté et du dénuement.
- Les recherches menées par l'AERC montrent également que les mesures rigoureuses prises par les gouvernements ont entraîné une baisse significative des taux d'infection. Les études menées par l'AERC en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, au Sénégal et en Ouganda montrent une augmentation massive de l'extrême pauvreté pendant la pandémie, allant de 33 points de pourcentage au Sénégal à quatre points de pourcentage en Éthiopie.
- La perte de revenus estimée à la suite de la pandémie de COVID-19 a atteint plus de 10 % du PIB dans la plupart de ces pays, ce qui implique un long chemin vers la reprise.
- L'AERC prévoit qu'une combinaison de **conformité communautaire**, d'un **certain degré de rigueur**, et d'**amélioration de la protection sociale et des systèmes de santé** peut être efficace pour gérer la pandémie tout en maintenant les moteurs des économies africaines en marche.

L'AERC a organisé un séminaire de politique générale en mars 2021, au cours duquel il a fait part de ses constatations, qui ont donné lieu à un communiqué reconnaissant la valeur des implications en matière de politiques qui en sont ressorties. Les recommandations comprenaient :

- Investir dans des programmes de protection sociale, notamment des transferts monétaires universels, des transferts ciblés en faveur des jeunes et des personnes âgées, des allègements fiscaux et des remises pour atténuer les problèmes liés à la COVID-19;
- Renforcer la base de données probantes pour la conception et la mise en œuvre des politiques et des programmes de lutte contre la COVID-19;

LECTURES COMPLÉMENTAIRES :

Ndung'u, N. and Shimeles, A. (2021) 'Trade-Offs between Lockdown Measures to Control the Spread of the Covid-19 Pandemic and the Economic and Social Consequences', paper presented at the virtual 23rd Senior Policy Seminar, AERC, 30 March 2021



Un employé municipal à Dakar, au Sénégal, utilise un fumigateur pour désinfecter le marché de Tilene dans le quartier de Medina, tandis qu'à l'extérieur un bulldozer démolit des magasins informels pour arrêter la propagation de la COVID-19.

PHOTO: SYLVAIN CHERKAOU/PANOS PICTURES

- Un engagement à concevoir et à mettre en œuvre des mesures qui profitent directement aux pauvres, et la suppression de la croyance en un compromis inévitable entre efficacité (croissance) et équité (réduction de la pauvreté);
- Un engagement supplémentaire à s'attaquer aux niveaux d'inégalité et de pauvreté et à générer un modèle de croissance plus inclusif, comme de meilleures installations de santé bénéficiant aux segments les plus pauvres de la société, après la COVID-19.

Le directeur exécutif de l'AERC, le professeur Njuguna Ndung'u a déclaré :

Les décideurs politiques ont la possibilité de transformer les difficultés engendrées par la pandémie en une occasion d'entreprendre une réforme économique pragmatique et transformatrice en Afrique pour stimuler le changement structurel et accélérer la croissance.

Cette recherche indique que si les politiques d'intervention africaines face à la COVID-19 ont généralement réussi à atténuer les infections et à réduire la charge sur les systèmes de santé, le prix à payer a été lourd. Il faut désormais mettre davantage l'accent sur les préparatifs précoces pour lutter contre les éclosions de maladies infectieuses et sur des systèmes de protection sociale adéquats.

Njuguna Ndung'u
Directeur exécutif, AERC

Nafula, N.; Kyalo, D.; Munga, B. and Ngugi, R. (2020) *Poverty and Distributional Effects of Covid-19 on Households in Kenya*, AERC Working Paper, Nairobi: African Economic Research Consortium

L'insécurité alimentaire atteint des niveaux alarmants dans les territoires d'Amérique latine

La COVID-19 a un impact important sur l'accès des ménages à des aliments nutritifs et de bonne qualité en Amérique latine. Une nouvelle étude recommande aux acteurs politiques d'accorder une attention particulièrement urgente aux ménages dirigés par des femmes et aux zones rurales qui connaissent certains des pires niveaux d'insécurité alimentaire.

Alors que les gouvernements s'efforcent de freiner la propagation du virus, l'effondrement de la demande de nombreux produits et services, la faiblesse des systèmes de protection sociale et la hausse des prix des denrées alimentaires, laissent de nombreux ménages dans des situations extrêmement précaires. Le niveau élevé d'informalité sur les marchés du travail d'Amérique latine a accéléré la diminution des revenus des ménages pendant la pandémie, mettant en péril la sécurité alimentaire des populations pauvres et des marginalisées.

Des recherches menées par Rimisp – Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural, ont révélé des réductions de revenus causées par la pandémie dans plus de 70 pour cent des ménages dans certaines régions. Une enquête téléphonique menée vers la fin de 2020 auprès de plus de 6 000 ménages choisis au hasard dans dix territoires d'Amérique latine au Mexique, au Guatemala, en Équateur, en Colombie et au Chili, a demandé aux gens les répercussions de la pandémie sur leurs revenus et leur accès aux aliments.

- Cinquante pour cent des ménages latino-américains ayant répondu à l'enquête ont déclaré qu'ils consommaient moins de viande et de poisson, ainsi que de fruits et légumes frais, en raison de la baisse de leurs revenus et de la hausse des prix des denrées alimentaires.
- Vingt-cinq pour cent ont augmenté leur consommation d'aliments transformés et emballés moins chers, ce qui a considérablement détérioré leur régime alimentaire.
- La part des ménages ayant déclaré une baisse de revenus due à la pandémie dépasse 60 % dans la plupart des territoires analysés.
- L'impact économique de la pandémie ne s'est pas limité aux zones urbaines, certaines zones rurales étant plus touchées que les centres urbains.
- La part des ménages dont le revenu a diminué est la plus élevée parmi les ménages dirigés par des femmes dans tous les pays.
- Pour compenser la perte de revenus, les ménages adoptent des stratégies d'adaptation qui peuvent compromettre leur capacité de rétablissement, comme la vente de biens ou l'endettement.

La recherche indique qu'il sera vital de s'attaquer à la vulnérabilité des femmes, qui sont plus susceptibles de travailler dans l'économie informelle, ont des revenus plus faibles et supportent la charge supplémentaire du travail reproductif et domestique. Les femmes étant souvent employées dans les secteurs économiques les plus touchés, la part des ménages dont le revenu a diminué est plus élevée parmi les ménages dirigés par des femmes dans tous les pays, bien que les différences soient faibles dans certains d'entre eux.

Tableau 1 Prévalence de l'insécurité alimentaire

Pays	Territoire	Insécurité alimentaire modérée ou grave (%)	Insécurité alimentaire grave (%)
Chili	La Araucanía	14.0	1.9
	Los Lagos	17.6	1.9
Colombie	Huila	42.9	8.2
	Nariño	46.3	13.0
Équateur	Guayas	28.5	8.2
	Los Ríos	29.5	8.9
Guatemala	Alta Verapaz	58.6	28.1
	Sacatepéquez	36.0	6.5
Mexique	Puebla	48.9	11.8
	Tabasco	49.0	18.1

REMARQUE : Insécurité alimentaire modérée : compromis sur la quantité, la variété et la qualité de la nourriture. Insécurité alimentaire grave : sauter des repas et avoir faim.

SOURCE : Rimisp – Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural

Miguel Albacete, Coordinateur de projet, Rimisp : « Les résultats de notre étude indiquent que la guerre contre la faim et la malnutrition inscrite dans l'ODD 2 est en jeu face à l'impact de la pandémie sur la sécurité alimentaire ».

Les résultats constituent un appel à intensifier les efforts pour freiner, non seulement la propagation de la COVID-19, mais aussi celle de l'insécurité alimentaire et de la faim, en accordant une attention particulière aux femmes rurales. L'amélioration du ciblage, du calendrier et de la quantité des mesures d'aide constitue une part importante de ces efforts. L'étude des possibilités de renforcer l'offre locale, en particulier dans les petites villes, peut également permettre d'améliorer l'accès des ménages à des aliments abordables et de qualité. Dans les deux cas, les efforts bénéficieraient de la mobilisation et du renforcement des capacités des municipalités et des gouvernements locaux, qui ont un rôle important à jouer dans l'amélioration de l'intervention. À moyen et long terme, les efforts comprennent également l'établissement de meilleurs systèmes de protection sociale, tout en investissant dans les territoires et en mettant en place des structures économiques inclusives. Des efforts accrus pour la création de moyens de subsistance améliorés et officiels doivent donc être au cœur des stratégies de reconstruction.

Miguel Albacete

Coordinateur de projet, Rimisp – Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural

LECTURES COMPLÉMENTAIRES :

Albacete, M.; Quesada, C. and Suaza, J.D. (2021) *Estrategias de abastecimiento: una pieza fundamental en el rompecabezas del sistema agroalimentario*, Series Análisis de Coyuntura Covid-19 en América Latina N°17, Bogotá: Rimisp

Cano, A.; Albacete, M. and Quesada, C. (2021) *Inseguridad alimentaria en tiempos de Covid-19: Evidencia de ocho territorios latinoamericanos*, Series Análisis de Coyuntura Covid-19 en América Latina N°16, Bogotá: Rimisp

Soutien aux petites et moyennes entreprises, à la sécurité alimentaire et à l'évolution des mécanismes de protection sociale pour faire face à la COVID-19 au Pakistan

Le Pakistan est confronté à de nombreux impacts socio-économiques de la COVID-19, dont l'un des plus importants concerne la sécurité alimentaire des travailleurs et les petits producteurs de denrées alimentaires. Une nouvelle analyse réalisée par le Sustainable Development Policy Institute (SDPI) indique qu'il est nécessaire d'équilibrer les interventions gouvernementales (par exemple, par le biais d'un plan de relance budgétaire) entre les petits, moyens et grands exportateurs, en établissant des dispositions spéciales pour les exportateurs nouveaux et potentiels.

La baisse des revenus causée par les mesures de confinement, les perturbations de l'économie informelle et l'effondrement des petites et moyennes entreprises (PME) ont un impact direct sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Selon la récente mise à jour de la Banque mondiale sur le développement du Pakistan (Banque mondiale 2021), 20,7 millions de personnes, soit 37 % de la population active du pays, ont été licenciées entre juin et décembre 2020. Les confinements prolongés ont perturbé les chaînes d'approvisionnement alimentaire, entraînant la constitution de stocks et une inflation alimentaire artificielle. De nombreuses PME, qui sont une source cruciale d'emplois, ont besoin d'un soutien urgent pour rester en activité.

Les PME jouent un rôle essentiel dans l'économie pakistanaise; elles contribuent pour environ 40 pour cent au PIB, 40 pour cent aux exportations, 80 pour cent à l'emploi non agricole et 35 pour cent à la valeur ajoutée totale. Le SDPI travaille avec le gouvernement du Pakistan pour soutenir la conception de mesures de soutien pour les PME et préparer un plan de gestion de crise de la sécurité alimentaire pour faire face aux effets négatifs de COVID-19 sur les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et les chaînes d'approvisionnement alimentaire.

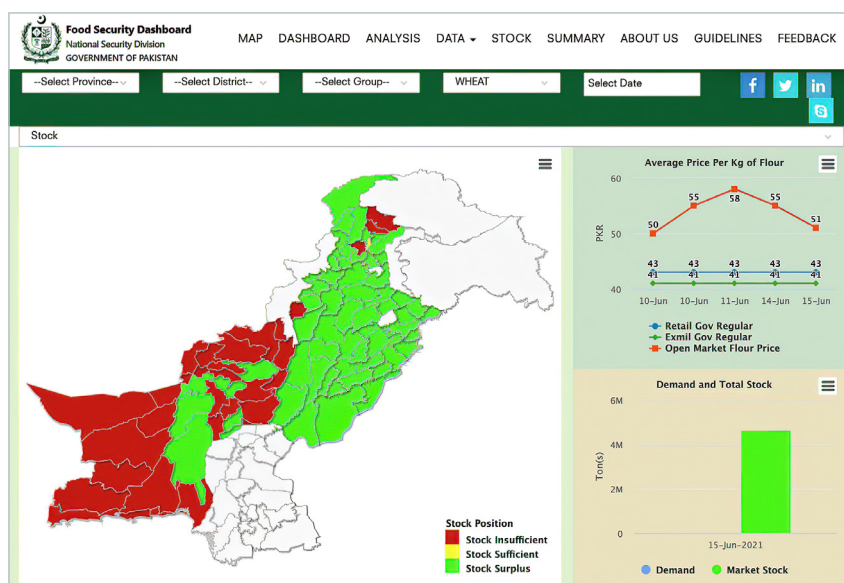
Les politiques et les recherches actuelles partent du principe que les PME ne sont confrontées qu'au problème des flux de trésorerie et ne reconnaissent pas que les PME au Pakistan sont en grande majorité issues du secteur informel. De nombreuses PME ne bénéficieront pas des mesures d'aide annoncées par le Treasury et la State Bank of Pakistan (SBP). Les données montrent que la part du crédit aux PME est tombée à 7 % du crédit total au secteur privé en 2020. Cela justifie une évaluation des moteurs de l'inclusion financière des PME et des obstacles à celle-ci.

- La crise liée à la COVID-19 est l'occasion de repenser la structure actuelle des mesures incitatives destinées aux PME et de stimuler l'innovation.
- Au Pakistan, il est urgent de renforcer l'offre et la demande dans l'économie.
- Les PME ne parviennent pas à conserver leurs employés, ce qui entraîne des licenciements au Pakistan, et les pertes d'emploi sont plus importantes pour les femmes.

LECTURES COMPLÉMENTAIRES :

Javid, S.A. and Ayaz, M.U. (2020) *Covid-19: Projected Impact of Lockdown on SMEs in Pakistan*, Covid-19 Policy Review Series, Islamabad: SDPI

World Bank (2021) *Pakistan Development Update: Navigating in Uncertain Times*, World Bank



L'outil de visualisation des données du tableau de bord de la sécurité alimentaire du SDPI, montrant la relation entre l'offre, la demande et le prix des aliments.

SOURCE: [DIVISION DE LA SÉCURITÉ NATIONALE, GOUVERNEMENT DU PAKISTAN](#)

- La COVID-19 a démontré que les systèmes de protection sociale existants limitent l'intervention du Pakistan face à la COVID-19.
- Il est urgent de s'attaquer aux inégalités structurelles et à la faiblesse des systèmes de protection sociale.

La Centralised Data Visualisation Facility for Food Supply Chains du SDPI analyse et surveille l'offre, la demande et les fluctuations de prix des denrées alimentaires afin d'aider les décideurs à lutter contre l'accumulation d'aliments, à éliminer les goulots d'étranglement dans la logistique et à contrôler les prix des denrées alimentaires grâce à un approvisionnement régulier. Elle fournit au gouvernement des renseignements indispensables sur l'offre, la demande et les fluctuations de prix au niveau des districts, des provinces et du pays. Ce tableau de bord contribuera à la mise en place d'un système national centralisé de données sur les aliments.

La COVID-19 est l'occasion d'élaborer de nouvelles politiques pour assurer la sécurité alimentaire et la reprise économique, qui sont inclusives en matière de création d'emplois et alignées sur le programme des Objectifs de développement durable (ODD). Grâce à la production de travaux de recherche regroupés sur l'efficacité des plans de relance gouvernementaux et à la mobilisation des décideurs politiques, il est possible de joindre les mesures conçues pour soutenir la reprise économique après la pandémie aux tentatives de construire des systèmes alimentaires durables plus sûrs.

Abid Q. Suleri

Directeur exécutif, SDPI

Junaid Zahid

Directeur, Data Visualisation and Dashboards, SDPI

Rubab Aftab

Responsable de projet, Food Security, SDPI

Liste des projets de sécurité alimentaire de R4PP

Les effets de la pandémie de COVID-19 sur les moyens de subsistance en Afrique subsaharienne

Partenaire : African Economic Research Consortium (AERC)

Partenaire de recherche : Oxfam International

Ce projet est axé sur les effets de la pandémie de COVID-19 sur les moyens de subsistance dans certains pays africains, en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables. Plus précisément, le projet évaluera les conséquences macroéconomiques de la pandémie (y compris l'impact sur la sécurité alimentaire, la malnutrition et la faim) et les impacts socio-économiques et sexospécifiques de la pandémie. Il visera en outre à utiliser les données probantes pour renforcer les capacités des chercheurs et des institutions dans les pays cibles et à mettre en place un réseau de parties prenantes qui pourront continuer à faire le suivi des répercussions de la pandémie et concevoir des solutions pratiques et sexospécifiques.

Pour plus d'information : <https://c19re.org/fr/project/the-impact-of-the-covid-19-pandemic-on-livelihoods-in-africa/>

Répercussions de la COVID-19 sur l'agriculture familiale et la sécurité alimentaire en Amérique latine : des réponses de politique publique fondées sur des données probantes

Partenaire : Rimisp – Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural

Ce projet permettra de recueillir des données probantes et de promouvoir des changements dans les systèmes agroalimentaires à la suite de la pandémie. Il contribuera à atténuer les effets sur la sécurité alimentaire et les modes de consommation des plus vulnérables, en mettant particulièrement l'accent sur les femmes. Il encouragera l'agriculture à petite et moyenne échelle, et favorisera des systèmes agroalimentaires plus durables, plus sensibles aux sexospécificités et plus inclusifs, qui résistent mieux aux chocs tels que la pandémie de COVID-19.

Pour plus d'information : <https://c19re.org/fr/project/impact-of-covid-19-on-family-farming-and-food-security-in-latin-america-evidence-based-public-policy-responses/>

Soutien aux petites et moyennes entreprises, à la sécurité alimentaire et à l'évolution des mécanismes de protection sociale pour faire face à la COVID-19 au Pakistan

Partenaire : Sustainable Development Policy Institute (SDPI)

Le projet permettra de dresser la carte des petites et moyennes entreprises (PME) formelles et informelles du pays et de fournir des données probantes sur l'efficacité d'un plan de relance pour les PME au ministère de l'Industrie et de la Production en vue de renforcer la politique nationale en faveur des PME. Étant donné que les filets de sécurité sociale existants sont insuffisants pour soutenir 60 pour cent de la main-d'œuvre pakistanaise travaillant dans les secteurs informels de l'économie, sans documents officiels, il est urgent d'élaborer une feuille de route pour un régime de protection sociale universel au Pakistan. Le projet aidera à combler ces lacunes en matière d'information et d'action.

Pour plus d'information : <https://c19re.org/fr/project/supporting-small-and-medium-enterprises-food-security-and-evolving-social-protection-mechanisms-to-deal-with-covid-19-in-pakistan/>

Ce résumé met en évidence les principaux enseignements de la recherche axée sur **l'impact de la COVID-19 sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire** de l'initiative COVID-19 Responses for Equity (CORE). Soutenue par le Centre de recherches pour le développement international, CORE rassemble 21 projets visant à comprendre les impacts socio-économiques de la pandémie, à améliorer les interventions existantes et à générer de meilleures options en matière de politiques pour la reprise. La recherche est menée principalement par des chercheurs locaux, des universités, des think tanks et des organisations de la société civile de 42 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient.

Cet extrait a été publié par le CORE Knowledge Translation Programme, dirigé par l'Institute of Development Studies (IDS), qui soutient l'application des connaissances issues de l'initiative CORE. Il a été rédigé en collaboration avec les équipes de recherche de CORE dirigées par Njuguna Ndung'u (AERC), Miguel Albacete (Rimisp) et Abid Q. Suleri (SDPI), et compilé par James Georgalakis, directeur de la communication et de l'impact (IDS). Les objectifs de CORE en matière d'application des connaissances sont de relier la recherche aux décideurs politiques et aux praticiens. L'initiative détermine les synergies entre les projets et les bénéficiaires de subventions, soutient les chercheurs qui exploitent les possibilités d'influence et de mobilisation, et facilite l'apprentissage mutuel.

 c19re.org

 [@IDS_UK](https://twitter.com/IDS_UK)

Les opinions exprimées aux présentes sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles du CRDI, de son Conseil des gouverneurs ou de l'IDS.



Le présent Research for Policy and Practice Report est distribué selon les conditions de la Creative Commons Atribución/Reconocimiento 4.0 Licencia Pública Internacional — CC BY 4.0, qui permet une utilisation, une distribution et une reproduction sans restriction sur tout support, à condition que les auteurs et la source d'origine soient cités et que toute modification ou adaptation soit indiquée.

© Institute of Development Studies 2021

DOI: 10.19088/CORE.2021.002